

**Arrêté préfectoral n° 2021-0270 du 22 mars 2021  
portant mise en demeure à l'encontre de la société IDEALCHROME  
implantée sur le territoire de la commune de Bourges**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- Vu** le décret du 27 décembre 2018 du président de la république portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;
- Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la république portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-1-493 délivré le 14 avril 2006 à la société SARL IDEALCHROME pour l'exploitation des activités de traitement de surface sur le territoire de la commune de Bourges à l'adresse suivante ZI n°1, 7 avenue de la Prospective, concernant notamment les rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5, L. 512-7, L. 512-10) du 30 juin 2006 relatif aux «prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement» ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-1-044 du 21 janvier 2008 modifiant l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 susvisé afin d'intégrer la directive européenne relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-DDCSPP-149 du 9 août 2012 prescrivant la surveillance pérenne, relative à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), des rejets d'eaux usées industrielles de l'établissement exploité par la SARL IDEALCHROME à Bourges ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-31 du 14 janvier 2021 accordant délégation de signature à Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète de l'arrondissement de Bourges ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 octobre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date du 4 décembre 2020 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que des déchets et résidus produits ne sont pas entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution et que ce stockage est supérieur à un an ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les systèmes de sécurité des cuves de phosphatation et attache Zinc ne sont pas asservis à l'arrêt du chauffage ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais les incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le stockage temporaire de déchets d'acide chromique est supérieur à un an et que sa quantité dépasse la quantité mensuelle produite ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la capacité de rétention des produits dangereux est inférieure à la capacité totale des produits stockés et qu'elle n'est pas en mesure de résister à l'action physique et chimique des liquides ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié ;

**Considérant** que lors de la visite du 17 septembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant détenait au 1<sup>er</sup> janvier 2020, un appareil fabriqué après le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 dont le fluide contient des PCB ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 543-21 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL IDEALCHROME de respecter les prescriptions des articles 5.1.2, 2.5.1, 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006, de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, et de l'article R. 543-21 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Cher ;**

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La SARL IDEALCHROME exploitant une installation de traitement de surface sise Z.I n° 1, 7 avenue de la prospective sur la commune de Bourges est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

1. les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006, en évacuant tous les déchets et résidus produits qui ne sont pas entreposés à l'abri des eaux météoriques et sur des aires non étanches,
2. les dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en remédiant au défaut de fonctionnement des dispositifs de sécurité des cuves de traitement « phosphatation » et « zinc attache » qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage de ces cuves,
3. les dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006, en transmettant à l'inspection un rapport sur l'incident survenu le 16 septembre 2019 sur son installation de traitement des eaux industrielles précisant ses circonstances, ses effets sur l'environnement, les mesures prises pour en pallier les effets, et pour éviter tout incident similaire. Il transmet également à l'inspection les analyses, rapports et conclusions que le gestionnaire du réseau a pu lui communiquer, en lien avec cet incident,
4. les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 en évacuant le bidon d'acide chromique qu'il détient, et en transmettant à l'inspection le bordereau de suivi de déchet correspondant à cette élimination,
5. les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 en équipant le local de stockage des produits dangereux d'un dispositif de rétention d'une capacité conforme, étanche et résistant à l'action physique et chimique des fluides et pouvant être contrôlée à tout moment,
6. les dispositions de l'article R.543-21 du code de l'environnement en faisant procéder à l'élimination du transformateur contenant des PCB qu'il détient, transformateur fabriqué après le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté .

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

#### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 5**

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le maire de la commune de Bourges, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

SIGNE

Régine LEDUC